Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

Décret n° 2025-530 du 10 juin 2025 modifiant la partie réglementaire du code du service national

NOR : SPOV2429778D

Publics concernés : engagés de service civique, volontaires de service civique ou de volontariat associatif, personnes morales agréées pour l'accueil de volontaires en engagement de service civique, de volontariat de service civique ou associatif.

Objet : le décret modifie la partie réglementaire du code du service national pour y insérer l'obligation de délivrance d'un certificat médical lors de la visite médicale préalable prévue par l'article L. 120-4 du code du service national, instaurer un pouvoir d'injonction contre les organismes d'accueil lorsqu'un ou des manquements graves aux dispositions du code du service national sont constatés et modifier plusieurs dispositions relatives à la validation des contrats des personnes volontaires par l'Agence de services et de paiement, au volet théorique de la formation civique et citoyenne, au contenu de la décision d'agrément, aux motifs de retrait d'agrément et aux catégories d'organismes éligibles à l'agrément de volontariat de service ou volontariat associatif dans une des collectivités des articles 73 et 74 de la Constitution, en Nouvelle-Calédonie ou dans les Terres australes et antarctiques françaises.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Application : le décret est un texte autonome.

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative,

Vu le code du service national, notamment ses articles L. 120-4, R. 121-13, R. 121-15, R. 121-38, R. 121-45, R. 121-51 et R. 121-52 ;

Vu la saisine du conseil départemental de la Guadeloupe en date du 7 mars 2025 ;

Vu la saisine du conseil régional de la Guadeloupe en date du 7 mars 2025 ;

Vu la saisine de l'assemblée de Guyane en date du 18 mars 2025 ;

Vu la saisine de l'assemblée de Martinique en date du 11 mars 2025 ;

Vu la saisine du conseil départemental de La Réunion en date du 10 mars 2025 ;

Vu l'avis du conseil régional de La Réunion en date du 11 avril 2025 ;

Vu la saisine du conseil départemental de Mayotte en date du 13 mars 2025 ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Barthélemy en date du 7 mars 2025 ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Martin en date du 7 mars 2025 ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du 7 mars 2025 ;

Vu l'avis du gouvernement de la Polynésie française en date du 17 avril 2025 ;

Vu l'avis du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en date du 21 mai 2025,

Décète :

Art. 1^{er}. – La partie réglementaire du code du service national est ainsi modifiée :

1° Après l'article R. 121-10, il est inséré un article R. 121-10-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 121-10-1. – La visite médicale préalable à la souscription du contrat mentionnée à l'article L. 120-4 donne lieu à la délivrance d'un certificat médical qui établit l'absence de contre-indication à la mission. » ;

2° L'article R. 121-13 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est complété par les mots : « afin qu'il s'assure de sa conformité aux dispositions du présent code. » ;

b) Après le premier alinéa, est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le contrat qui ne satisfait pas aux dispositions du présent code, ou qui a fait l'objet d'un commencement d'exécution avant l'issue de ce contrôle de conformité, ne crée d'obligations qu'à l'égard de l'organisme agréé qui est seul débiteur des obligations qu'il emporte au profit de la personne volontaire. » ;

3° Au deuxième alinéa de l'article R. 121-15 après les mots : « participation à », sont insérés les mots : « une formation permettant l'acquisition de » ;

4° L'article R. 121-38 est complété d'un 9° ainsi rédigé :

« 9° Les modalités d'organisation du volet théorique de la formation civique et citoyenne. » ;

5° Après l'article R. 121-43, est inséré un article R. 121-43-1 ainsi rédigé :

« *Art. R. 121-43-1.* – Lorsque l'autorité administrative ayant délivré l'agrément constate un ou des manquements graves aux dispositions du présent code, elle adresse à l'organisme agréé une mise en demeure de faire cesser ces manquements dans un délai qu'elle fixe. Ce délai doit être raisonnable et adapté à l'objectif poursuivi. Cette mise en demeure précise les mesures à mettre en œuvre et impartit un délai pour présenter des observations.

« A l'expiration du délai fixé par la mise en demeure, l'autorité administrative peut procéder au retrait de l'agrément dans les conditions fixées par l'article R. 121-45. » ;

6° Les 1° à 3° de l'article R. 121-45 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 1° Lorsque l'une des conditions relatives à sa leur délivrance n'est plus satisfaite ou lorsque l'organisme ne respecte pas les obligations qui lui incombent au titre du présent code ;

« 2° En cas d'atteinte à l'ordre public ou à la moralité publique ou de non-respect des obligations générales qui incombent à l'organisme ;

« 3° Pour un motif grave tiré de la violation du contrat d'engagement de service civique ou de volontariat associatif conclu avec une personne volontaire ou de conditions d'accueil ou d'exercice des activités constituant un danger immédiat pour la santé ou la sécurité de l'intéressé ou celle des tiers ; »

7° L'article R. 121-51 est modifié comme suit :

a) La ligne :

«

R. 121-10 et R. 121-11	Résultant du décret n° 2015-581 du 27 mai 2015
------------------------	--

»

est remplacée par les trois lignes suivantes :

«

R. 121-10	Résultant du décret n° 2015-581 du 27 mai 2015
R. 121-10-1	Résultant du décret n° 2025-530 du 10 juin 2025
R. 121-11	Résultant du décret n° 2015-581 du 27 mai 2015

» ;

b) La ligne :

«

R. 121-13	Résultant du décret n° 2015-581 du 27 mai 2015
-----------	--

»

est remplacée par la ligne :

«

R. 121-13	Résultant du décret n° 2025-530 du 10 juin 2025
-----------	---

» ;

c) La ligne :

«

R. 121-15	Résultant du décret n° 2017-689 du 28 avril 2017
-----------	--

»

est remplacée par la ligne :

«

R. 121-15	Résultant du décret n° 2025-530 du 10 juin 2025
-----------	---

» ;

d) La ligne :

«

R. 121-38	Résultant du décret n° 2015-581 du 27 mai 2015
-----------	--

»

est remplacée par la ligne :

«

R. 121-38	Résultant du décret n° 2025-530 du 10 juin 2025
-----------	---

» ;

e) La ligne :

«

R. 121-43	Résultant du décret n° 2010-485 du 12 mai 2010
-----------	--

»

est remplacée par les deux lignes suivantes :

«

R. 121-43	Résultant du décret n° 2010-485 du 12 mai 2010
R. 121-43-1	Résultant du décret n° 2025-530 du 10 juin 2025

» ;

f) La ligne :

«

R. 121-45 et R. 121-46	Résultant du décret n° 2021-1867 du 29 décembre 2021
------------------------	--

»

est remplacée par les deux lignes suivantes :

«

R. 121-45	Résultant du décret n° 2025-530 du 10 juin 2025
R. 121-46	Résultant du décret n° 2021-1867 du 29 décembre 2021

» ;

8° Le premier alinéa du 5° de l'article R. 121-52 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 5° Pour l'application de l'article R. 121-34, l'agrément de volontariat de service civique ou de volontariat associatif prévu au troisième alinéa du II de l'article L. 120-1 et à l'article L. 120-34 peut être accordé pour une durée maximale de cinq ans renouvelable à la personne morale de droit public qui répond aux conditions prévues à l'article R. 121-33 et qui dispose dans un département ou une collectivité d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie ou dans les Terres australes et antarctiques françaises, d'une organisation et de moyens compatibles avec la réalisation d'une mission. »

Art. 2. – Le ministre d'État, ministre des outre-mer, et la ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 10 juin 2025.

FRANÇOIS BAYROU

Par le Premier ministre :

*La ministre des sports, de la jeunesse
et de la vie associative,*
MARIE BARSACQ

*Le ministre d'État,
ministre des outre-mer,*
MANUEL VALLS